

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 31 OCTOBRE 1993 N° 219

PRIX : 4 FF



BURUNDI

MASSACRES ETHNIQUES

SOMMAIRE AU VERSO

**SOMMAIRE**

Page 2  
Editorial

Page 5  
Côte d'Ivoire: Non aux  
mesures d'austérité

Page 6  
Sénégal: Aucune réac-  
tion après l'inculpa-  
tion de Wade

Page 7  
Mali; Quand Toumani  
Touré Chante la "tran-  
sition démocratique"

Page 8  
Somalie: L'impérialisme  
américain n'a pas le  
dernier mot

Page 9  
Tchad: C'est toujours la  
dictature

page 12  
La dévaluation du franc  
CFA: une dégradation...

**ABONNEMENT**

**FRANCE:** 1 an

- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

**ETRANGER :**

Même tarif mais  
uniquement en coupons-  
réponses internationaux.

**ADRESSE:**

DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

**B U R U N D I****MASSACRES ETHNIQUES**

*Une fois de plus le Burundi est plongé dans des luttes ethniques entre, d'un côté, les Hutus, et de l'autre, les Tutsis. Ces massacres font suite au coup d'Etat perpétré le 21 octobre dernier par des officiers tutsis de l'armée et qui a coûté la vie à Melchior Ndadayé, élu président de la République lors des dernières élections après l'instauration du multipartisme dans le pays. Depuis, le sang ne cesse de couler entre les deux principales ethnies. Les officiers tutsis, majoritaires dans l'armée, font la chasse de façon indifférente aux Hutus, ethnie du président assassiné, alors que, dans les campagnes surtout, les partisans de ce dernier s'attaquent aveuglément et crient vengeance contre les populations tutsis.*

*Les conséquences de ces massacres sont lourdes. Des maisons, des cases, voire des villages sont incendiés. On enregistre des centaines de morts de part et d'autre. Plus de 600 000 personnes ont fui pour se réfugier dans les pays voisins, au Rwanda, au Zaïre, en Tanzanie etc...Le pays est au bord d'une guerre civile.*

*La plupart des puissances impérialistes, qui, hier encore, soutenaient la dictature des militaires au Burundi, ont hypocritement crié leur indignation face à ce coup d'Etat sous prétexte qu'il aurait mis fin à la démocratie dans le pays. Les Etats-Unis ont suspendu leur soutien ....militaire. Les pays de la CEE aussi ont décidé de boycotter les putschistes. Tous exigent de ces derniers de remettre le pouvoir aux partisans du président assassiné au nom, dit-on, de la garantie de la démocratie. On a aussi entendu certains dictateurs africains faire des déclarations dans ce sens. Même Eyadéma, le dictateur togolais, qui règne depuis plus de vingt ans grâce à un coup de force perpétré lui aussi dans le sang, a volé au secours de la "démocratie burundaise" en condamnant le coup d'Etat. On parle aussi de la constitution et de l'envoi des forces internationales dans le pays pour rétablir le pouvoir des partisans de Melchior Ndadayé.*

En réalité, ces massacres criminels ne sont pas les conséquences d'une lutte entre, d'un côté, des "démocrates", et de l'autre, des non-démocrates, car Melchior Ndadayé lui-même est arrivé au pouvoir en collaborant avec la même armée qui a imposé sa dictature depuis des années et tue aujourd'hui. Et si demain les partisans de Ndadayé reprennent le pouvoir grâce au soutien des pays impérialistes, pour les masses pauvres, hutus comme tutsis, ce sera toujours la dictature. Ce qui se passe au Burundi est tout simplement une lutte pour le pouvoir entre les dirigeants hutus et tutsis, chacun cherchant à imposer sa dictature à l'ensemble de la population. Ce n'est pas d'ailleurs la première fois que des politiciens entraînent les populations dans des massacres entre Hutus et Tutsis dans ce pays. Ils l'ont déjà fait plusieurs fois dans le passé.



Corps repêché du fleuve

Cette politique criminelle n'est pas non plus exclusive aux politiciens burundais sur le continent africain. Du Tchad au Libéria, en passant par l'Angola, le Soudan, l'Afrique du Sud, la Casamance ou le Niger, nombreux sont, en effet, les pays où les différences ethniques sont exploitées, aiguës pour pousser les populations les unes contre les

autres. Ces oppositions ethniques sont tant le fait de ceux qui sont au pouvoir que celui de ceux qui prétendent combattre ces derniers.

D'une part, ceux qui dirigent s'appuient principalement sur leur ethnie. Cette pratique n'est pas nouvelle. Depuis les années 60 qui ont vu la naissance des Etats africains, les dictateurs mis en place par l'impérialisme utilisent le tribalisme. Mais ils le faisaient dans le cadre de l'Etat unitaire. Aujourd'hui, face au mécontentement populaire profond dû à la crise économique, les régimes pourris et corrompus apparaissent franchement dominés par l'ethnie de ceux qui sont au pouvoir. Les dictateurs ont de plus en plus tendance à jouer au tribalisme en vue de leur maintien. Ils se présentent volontiers comme les défenseurs des intérêts de leur ethnie ou de leur région; ils font croire que si leur pouvoir venait à tomber elles seraient victimes de la vengeance des autres.

Inversement, ceux qui combattent ces pouvoirs corrompus le font en utilisant les mêmes armes qu'eux. A côté des marchands de rêves et autres illusions sur le multipartisme, on trouve de plus en plus de gens qui combattent les dictatures en utilisant l'ethnisme. Ils présentent les pouvoirs corrompus comme la dictature d'une ethnie ou d'une région qui opprimerait les autres, les leurs en particulier. Aussi, pour les combattre, s'appuient-ils eux aussi sur leur ethnie. Ils aiguissent les différences culturelles entre les populations, même là où il n'y a aucune oppression de ce type. Ils en appellent à la solidarité de leur ethnie et la transforment en une hostilité contre les autres, notamment contre les ethnies de ceux qui dirigent, sans aucune distinction, comme si les pauvres et les opprimés des ethnies des dirigeants corrompus étaient responsables de la dictature et de la misère qu'ils subissent eux aussi.

*L'ethnisme, qui pousse sur le terreau de la misère et du sous-développement dans nos pays, comme le nationalisme ou l'intégrisme, est un piège dans lequel les politiciens bourgeois veulent entraîner les masses pauvres. C'est une sorte d'échappatoire qu'ils utilisent pour dévoyer les luttes, pour les diriger vers des impasses pour les pauvres, des fois avant même que ceux-ci ne commencent à se révolter. Tous ces mouvements ethniques, plus ou moins "culturels", en opposant les pauvres les uns aux autres, en obscurcissant la conscience du rôle qu'ils ont à jouer dans la transformation radicale du système actuel, servent en réalité les intérêts du capitalisme, y compris lorsque les dirigeants de ces mouvements se disent anti-occidentaux.*

*Les masses pauvres burundaises, hutus comme tutsis, n'ont aucun intérêt à se ranger derrière un camp ou un autre, car la ligne de démarcation n'est pas entre Hutus et Tutsis ou "démocrates" et non-démocrates, mais entre riches et*

*pauvres, exploités et exploités, bourgeois et prolétaires. Leur avenir est dans leur union en tant qu'exploités contre tous leurs oppresseurs, y compris ceux de leur ethnie, pour mettre fin aux massacres ethniques dans lesquels les poussent les différents éléments de la bourgeoisie burundaise en concurrence pour le pouvoir. Au Burundi, comme en Afrique en général ou ailleurs, l'avenir, c'est de débarrasser la société de l'exploitation capitaliste, source de toutes les oppressions, des guerres et des luttes ethniques. Cela est chose possible. Mais seule la classe ouvrière en unissant toutes ses forces peut réaliser cette tâche-là, car, par-delà ses diversités ethniques ou religieuses, elle est une classe qui vit de l'exploitation de sa force de travail, subit partout la même misère et la même dictature imposées par les riches. Elle peut proposer une autre politique que celle, criminelle, offerte par les démagogues nationalistes au service des exploités.*

## COTE D'IVOIRE

### NON AUX MESURES D'AUSTERITE CONTRE LES PAUVRES !

Après les "sacrifices" annoncés par le ministre des Finances et de l'Economie, le Premier ministre Alassane Ouattara vient de confirmer que son gouvernement s'apprête à prendre de nouvelles mesures d'austérité. Celles-ci porteront notamment sur les réductions des salaires et les suppressions d'emplois.

Mais les réductions de salaires, les travailleurs et l'ensemble des pauvres les connaissent déjà, ne serait-ce que sous forme de chômage technique ou de blocage des salaires depuis plus de dix ans ! Des suppressions

d'emplois, il y en a eu. Et le gouvernement s'est récemment félicité d'avoir supprimé plus de 20.000 emplois à la Fonction publique, rien que ces trois dernières années ! De plus, il est question de supprimer, dans des entreprises para-publiques, des milliers d'autres emplois dont bientôt 6.000 rien qu'à SODEFOR à SAMAT-CIDV. Quand on sait que dix personnes au moins vivent avec un salaire, c'est des centaines de milliers de gens qui vont ainsi se retrouver sans aucun moyen de survivre.

Le gouvernement avait prétendu

que ces mesures d'austérité étaient nécessaires pour relancer l'économie et créer de nouveaux emplois. Eh bien, dix ans après, on n'a rien vu de tout cela. Au contraire. Le niveau de vie des travailleurs et des petites gens baisse constamment sans la moindre contrepartie. Dans le même temps, les riches s'enrichissent sans cesse. Et pour suivre leur exemple, leurs représentants politiques, les députés, n'ont pas hésité à doubler leurs salaires il y a quelques mois.

Il n'y a aucune raison pour que ce soit toujours les travailleurs et les pauvres qui fassent des sacrifices. Houphouët Boigny, sur son lit d'hôpital, a dit qu'il faudrait veiller à ce que les nouvelles mesures d'austérité ne frappent pas les "petits". Croire à cela est une naïveté. Il voulait dire en fait que c'est les "petits" qui en seront les seules victimes. Les politiciens mentent comme un arracheur de dent et font toujours le contraire de ce qu'ils disent.

Les dirigeants ont donc prévenu les travailleurs que c'est eux qui subiront les "nouveaux sacrifices". Déjà, ces derniers ont bien du mal à assurer la nourriture de leur famille, à payer les frais de scolarité de leurs enfants, sans compter les loyers, les transports,

etc. Parce que leurs salaires sont insuffisants. Si ces petits salaires sont encore réduits, ce sera la misère.

Il faut donc obliger le gouvernement à annuler purement et simplement les mesures d'austérité qu'il s'apprête à rendre publiques. Pour cela, les travailleurs et les pauvres n'ont pas d'autre choix que de se défendre, de se battre. Le gouvernement lui-même reconnaît à sa façon que ces mesures sont injustes, puisqu'il redoute la réaction des travailleurs. C'est le sens de la campagne de "sensibilisation" qu'il tient à mener pour les tromper et leur faire accepter les "sacrifices".

C'est en laissant exploser leur colère que les travailleurs et l'ensemble des pauvres peuvent faire reculer le gouvernement et amener celui-ci à renoncer à son plan d'austérité concocté contre eux. C'est aussi en se mobilisant avec détermination contre toute diminution de leurs salaires, contre toute suppression d'emploi et autres mauvais coups qu'ils empêcheront ce gouvernement de leur imposer à l'avenir d'autres "sacrifices". Car rien n'indique que les nouvelles mesures d'austérité annoncées seront les dernières.

## LE FOOTBALL, UN MOYEN DE DETOURNER LA COLERE DES PAUVRES

L'élimination du club ASEC d'Abidjan par l'Ashanti Kotoko du Ghana s'est transformée, dans la capitale ivoirienne, par un déferlement de violence à l'encontre des ressortissants ghanéens. A Treichville, à Adjamé, à Yopougon, à Marcory et certainement un peu partout dans les quartiers populaires où il y a des Ghanéens, des bandes de jeunes armés de cailloux, de gourdins, de frondes,

se sont vengées sur ces derniers. Ces jeunes étaient la plupart du temps encouragés par des parents, parfois sous le regard complice des forces de l'ordre qui, tout en souriant face au déferlement de violence anti-ghanéenne, faisaient semblant de s'interposer quand ils n'étaient pas tout bonnement absents des lieux de vindictes.

Selon certaines informations,

on parle de 50 morts. Mais le bilan risque de s'alourdir, car on a enregistré des centaines de blessés, dont certains, graves. Des Ghanéennes auraient été violées, d'autres forcées de sortir toutes nues dans les rues. Plusieurs maisons appartenant où habitées par des ressortissants ghanéens ont été saccagées. Nombreux sont les petits boutiquiers, petits vendeurs de rues, cordonniers et autres artisans ou propriétaires de maquis ghanéens qui ont perdu leurs marchandises, quand ce n'est pas leur vie.

Visiblement, cette "vengeance" était voulue par les dirigeants des clubs de supporters de l'ASEC qui avaient délibérément fait circuler dans les quartiers populaires d'Abidjan plusieurs cars remplis de supporters de retour du Ghana après le match. L'objet de ces tours de cars était d'appeler les foules à s'en prendre aux Ghanéens d'Abidjan sous prétexte que des supporters ivoiriens avaient été maltraités au Ghana. On avait ostensiblement montré les cars endommagés par des jets de pierres ainsi que quelques supporters ivoiriens blessés lors de leur voyage au Ghana.

Il ne faut donc pas s'étonner que des jeunes désœuvrés, poussés par les commentaires des journalistes de la radio et les responsables des clubs viennent se défouler sur des innocents qui ont

le malheur d'être ghanéens !

Ces scènes de pogrom montrent à quel point le sport en général est utilisé par les dirigeants comme un moyen pour détourner l'attention et la colère des populations pauvres vers des voies parfois sanglantes. Il permet aux politiciens d'aiguiser les sentiments nationalistes quand ce n'est pas tout simplement de faire du tribalisme ou du régionalisme. On fait s'entre-tuer les pauvres alors qu'ils sont tous exploités et réduits à la misère par ceux-là mêmes qui les poussent à s'opposer les uns aux autres.

Ce déferlement de violence contre les Ghanéens montre aussi à quel point l'absence d'une organisation ouvrière digne de ce nom fait défaut à l'ensemble des pauvres. Car s'il existait un tel mouvement ouvrier, il jouerait son rôle d'influence au sein des masses pauvres, plus particulièrement au sein de la jeunesse des quartiers pauvres pour leur montrer une autre voie à suivre que celle du chauvinisme et du nationalisme. Sans un prolétariat conscient de son rôle de classe opposée à la bourgeoisie, sans une organisation regroupant ce prolétariat conscient, les masses pauvres seront toujours entraînées dans des bains de sang où elles seront les seules victimes.

## SENEGAL

### L'INCULPATION DE WADE N'A SUSCITE AUCUNE REACTION

On s'en souvient. Le 15 mai dernier, quelque temps après les élections présidentielles remportées par Abdou Diouf, le magistrat Babacar Seye a été assassiné. Arrêté, Clévor Sène, l'homme qui avait organisé l'attentat, a déclaré l'avoir fait pour le compte du leader du PDS, Abdoulaye Wade.

Quelque temps après, il s'est rétracté pour mettre en cause Habib Thiam, le premier ministre de Diouf. Ce qui n'a pas empêché le pouvoir de Diouf d'emprisonner Samuel Sarr et Mody Sy, deux lieutenants de Wade avant de les libérer plus tard, sans doute faute de preuve.

On en était là, quand le 1er octobre dernier le gouvernement de

Diouf a inculpé Abdoulaye Wade et son épouse pour atteinte à la sûreté de l'Etat et complicité d'assassinat du magistrat Babacar Seye, sans pour autant décider leur arrestation.

Dans le contexte social actuel où le pouvoir sénégalais est en butte aux luttes des syndicalistes qui refusent un plan prévoyant la diminution des salaires et des licenciements, la manoeuvre politique qui se cache derrière cette mesure est plus qu'évidente. Ce faisant, Diouf cherche certainement à détourner l'attention des gens de leurs vrais problèmes pour la focaliser sur la lutte sans intérêt que depuis des années ils se mènent, lui et Wade, pour le pouvoir. Il n'est pas non plus exclu que l'objectif du pouvoir soit de chercher à empêcher que le chef de l'opposition ne capitalise pour son propre compte le mécontentement profond suscité par les mesures impopulaires qu'il veut imposer. La perspective des prochaines élections municipales dans le pays pourrait aussi compter dans les visées de Diouf, surtout qu'en ce moment le parti de Wade connaît quelques dissensions internes consécutives à la suspension de Jean-Paul Dias, considéré comme "la grande gueule" du parti et très populaire à Dakar, notamment au sein des jeunes. En

cherchant à affaiblir son principal rival qui, lors des dernières élections présidentielles, lui a infligé une sévère défaite à Dakar, la capitale, la dictature de Diouf espère peut-être reconquérir ainsi les communes qu'elle a perdues.

Dans tous les cas, les populations ne semblent pas s'intéresser à cet épisode de la guéguerre que se livrent Diouf et Wade, ces deux politiciens au service de l'impérialisme et de la bourgeoisie sénégalaise. La nouvelle de l'inculpation du chef de l'opposition a été accueillie par une totale indifférence. Dakar, quoique son fief, n'a pas bougé pour le soutenir, comme elle l'avait fait lors de son arrestation en 1988. Cela est-il le signe de l'incapacité du PDS à mobiliser les quartiers populaires ou de la perte des illusions que les masses populaires avaient en lui ? Seul l'avenir le dira. Mais dans tous les cas, les masses pauvres n'ont aucun intérêt à se laisser embarquer dans ce combat que se mènent Wade et Diouf. Elles ont plutôt intérêt à se mobiliser pour se battre, pour imposer leurs choix et leurs points de vue à la dictature de Diouf, mais aussi à tous les politiciens bourgeois comme Wade qui prétendent parler en leur nom pour mieux les tromper.

## MALI

### QUAND AMADOU TOUMANI TOURE CHANTE LA TRANSITION DEMOCRATIQUE.

Amadou Toumani Touré est encore à Paris pour la nième fois. L'ancien dictateur de Bamako vient sûrement faire des bla bla bla sur la "transition démocratique" qui a eu lieu au Mali. Il a participé à une conférence au FIAP (Foyer International d'Accueil de Paris) sur son thème préféré de Transition

démocratique, dont il se vante d'être le spécialiste.

Cependant ce que ne dit pas Toumani Touré, c'est que cette transition n'est pas le résultat de ses actions, mais surtout de la colère et de la mobilisation de la population malienne: élèves,

étudiants, travailleurs, femmes, chômeurs et autres jeunes sans emploi.

En effet, Amadou Toumani Touré et son équipe de galonnés qui ont déposé Moussa Traoré, leur ancien maître et non moins ami, ne l'ont fait que contraints et forcés, car c'était tout le centre ville de Bamako était en feu et la plupart du temps en sang. Evidemment, ce serait naïf de demander qui tirait sur les manifestants, occasionnant des centaines de morts, lors des événements de Bamako ! Ce sont ces mêmes officiers de l'armée, dont Amadou Toumani Touré était un des chefs, et la gendarmerie qui ont été les bourreaux des jeunes tombés sous les balles.

De cela, évidemment Amadou Toumani Touré ne parle pas dans ses conférences. Il est invité par-ci, par-là pour parler plutôt de la transition. C'est ainsi qu'il a été à la conférence national

tchadienne, à N'Djaména, où il a fait un speech sur ce thème. Actuellement, il est membre de l'une des fondations de Jimmy Carter. Tout cela lui permet de voyager au frais de la princesse et de se faire un nom, celui du champion de la transition démocratique en Afrique.

Mais en réalité Amadou Toumani Touré n'est qu'un démagogue, un dictateur converti à la démocratie de la petite semaine, à la solde de l'impérialisme. Malgré ses déclarations à l'intérieur et à l'extérieur du Mali, la véritable liberté démocratique n'existe pas dans ce pays, car les riches et les privilégiés y restent toujours les maîtres absolus. Quant aux populations, elles voient leur misère grandir de jour en jour comme avant. Ce ne sont pas les élections législatives et présidentielles sous l'égide d'Amadou Toumani Touré et d'Alpha Konaré qui ont changé quelque chose pour les masses pauvres.

## SOMALIE

### 1. IMPERIALISME AMERICAIN N'A PAS LE DERNIER MOT

Les Etats-Unis, l'ONU ainsi que les autres puissances occidentales comme la France, l'Italie font une petite marche arrière concernant la Somalie. Hier, le Général Aïdid était considéré comme un vulgaire brigand. Sa tête était mise à prix. Ce n'est plus le cas depuis un certain temps. Aïdid est devenu un interlocuteur avec qui on discute pour chercher une solution.

Par ailleurs le Pentagone a déclaré que les Etats-Unis vont retirer quelques 750 soldats du sol somalien, même si, d'un autre côté, Clinton précise qu'il va renforcer son contingent au large de la

capitale Mogadiscio par l'arrivée d'un porte-avion avec 3600 marines, 1700 combattants et 104 blindés. Par cette opération, Clinton veut éviter de voir se ternir l'image de la puissance américaine et en même temps sa propre carrière politique dans son pays.

Mais dans tous les cas, il y a un recul dans la position des USA face à la Somalie. Ce petit recul de l'impérialisme américain est certainement dû à l'échec de son intervention : environ 30.000 soldats n'ont pas pu mettre sous domination américaine le petit peuple somalien. Au début,





l'impérialisme pensait, en prétextant mener une action humanitaire, mettre rapidement de l'ordre dans les dégâts causés par la guerre déclenchée par des chefs de clans. Mais aujourd'hui l'objectif est loin d'être atteint. Mieux, l'intervention militaire sous l'égide de l'ONU n'a fait que soulever les populations somaliennes contre les troupes étrangères. Et, en plus, c'est le général Aïdid qui semble en tirer profit. Celui-ci, qui était un des chefs militaires en rivalité avec d'autres, du fait qu'il s'est opposé à l'intervention

étrangère, est passé aux yeux des habitants de Mogadiscio comme un libérateur. Surtout depuis qu'il a pris comme otage quelques militaires américains.

Ceci dit, on parle tant du cas des Somaliens parce que quelques dizaines de soldats onusiens sont morts au cours de cette guerre. Mais on parle moins des milliers de victimes parmi les Somaliens. Déjà la population somalienne a beaucoup souffert au cours de la sanglante guerre entre les chefs militaires. Il y a eu des victimes de cette guerre mais aussi de la famine. Et voici que c'est encore la population somalienne qui souffre de la guerre provoquée par les puissances impérialistes. Avec la seule différence que, cette fois-ci, les chefs de guerre, ce sont les Clinton, Mitterrand, John Major ou Boutros-Ghali !

Ce qui est sûr, c'est que lorsqu'un peuple est bien décidé à se battre, même la plus grande armée du monde aura du mal à le mettre à genou. Mais le problème en Somalie, c'est qu'en se battant derrière des hommes comme Aïdid contre l'armée des Etats impérialistes, les populations ne se battent pas réellement contre l'impérialisme car, ce Aïdid n'est pas différent d'un Siad Barré, l'ancien dictateur.

## TCHAD

### C'EST TOUJOURS LA DICTATURE.

Peu de temps avant la tenue de la conférence nationale, nombreux étaient les vendeurs de rêve et autres illusions qui prétendaient qu'il suffirait de la tenue de celle-ci pour que s'ouvre devant le pays la voie d'un véritable

changement, y compris contre la volonté du dictateur Déby. 8Aujourd'hui, naïfs ou pas, tous ceux qui avaient espéré un changement en douceur en sont pour leur frais ! Comme l'attestent la pauvreté, les injustices, mais aussi

les assassinats crapuleux du genre de celui dont vient d'être victime l'opposant Abbas Koty récemment rallié à la dictature.

Sur le plan économique, le pays sombre dans un marasme sans précédent. Toutes les grandes sociétés d'Etat sont au bord de la faillite. Les caisses du Trésor sont vides à cause des ponctions régulières qu'y font les dirigeants du pays. Les Douanes et autres sources de devises sont aux mains de Déby lui-même et ses proches qui pillent. Poussé par les bailleurs des fonds qui exigeaient de son ministère un assainissement des finances de l'Etat, Royingam, le ministre des Finances du gouvernement de Transition issu de la conférence nationale a manifesté quelques velléités pour mettre fin à cette situation. Mais cela lui a coûté cher : Déby et ses proches l'ont éjecté sans ménagement, sans que, par ailleurs, le premier ministre, Fidel Moungar, qui est aussi son beau frère, n'ait pu réagir.

Dans la fonction publique, les arriérés de salaires remontent à huit, neuf, voire dix mois, sinon plus. Dans les campagnes, certains fonctionnaires ne sont pas payés depuis plus d'un an. Vivre à N'Djaména ou les autres centres urbains comme Moundou, Sarh etc, relève d'un véritable exploit tellement la vie est dure, même pour les agents permanents de l'Etat. La pauvreté ne cesse d'augmenter dans les milieux populaires.

C'est ce contexte social difficile qui est à l'origine des différentes grèves enregistrées depuis la fin de la conférence nationale. Enseignants, médecins, infirmiers, étudiants ont tour à tour cessé le travail, manifesté et exprimé leur colère. Ils ont réclamé le paiement des salaires ou des bourses et de meilleures conditions de travail ou d'études. En effet, à l'université, dans les lycées, les collèges comme dans les hôpitaux et

les dispensaires, c'est le délabrement total. L'année académique dernière vient d'être décrétée année blanche parce que pendant plusieurs mois il n'y a pas eu des cours. Les enseignants refusaient de travailler : ils n'étaient pas payés des mois durant. L'hôpital central de N'Djaména est un véritable mouroir où il n'y a rien. Le moindre soin s'y paye à prix fort.

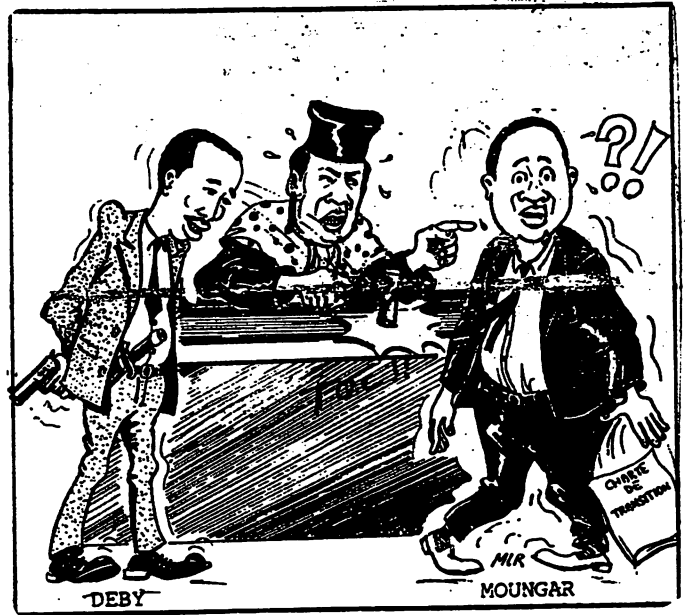
La dégradation de la situation socio-économique se fait dans un contexte marqué par une insécurité de plus en plus croissante. C'est la loi de la jungle imposée par les bandes armées gouvernementales. Celles-ci tuent, pillent, violent, rançonnent, vivent impunément sur le dos des habitants. Chaque jour a son lot de coups de feu, de vols et d'assassinats, notamment à N'Djaména, la capitale. Mais c'est dans tout le pays que l'insécurité s'est installée en maîtresse. Au sud, on compte plus de 10 000 réfugiés à la frontière avec la RCA, fuyant les massacres perpétrés par les Gardes Républicaines de Déby dans la région de Goré, Doba, etc. Au mois d'août dernier, suite à l'assassinat de 84 personnes dans le Ouaddaï, à l'est du pays, les ressortissants de cette région ont manifesté dans les rues de N'Djaména pour exprimer leur indignation et protester contre l'insécurité. Mais le pouvoir a fait intervenir sa Garde Républicaine contre eux, faisant ainsi 41 morts et 152 blessés dans leurs rangs.

Le risque d'un embrasement militaire général plane aussi sur le pays. Un peu partout la dictature de Déby est confrontée à plusieurs rebellions de plus en plus actives. Des foyers de guérilla se créent et s'organisent. Dans le sud, les forces du CNSPD de Kété Moïse, ancien agent tortionnaire au service de la dictature de Habré, harcèlent les troupes gouvernementales. A l'ouest, aux périphéries des territoires nigérian et nigérien, les bandes du MDD (Mouvement pour la

Défense de la Démocratie), composé de nombreux éléments fidèles au dictateur Habré, font des incursions contre celles de Déby. Au centre, dans la région du Guéra, des dissidents du MPS (Mouvement Patriotique pour le Salut), le parti de la dictature, entretiennent un foyer de rébellion sous la direction du Lieutenant Garboubou. A l'est, dans la zone frontalière avec le Soudan, sont implantées les forces du FLT (Front de Libération du Tchad) du Dr Faris et celles d'Abbas Koty, ancien chef d'état-major et ministre de la défense de Déby. La mort de celui-ci, abattu par les hommes de Déby parce qu'accusé d'avoir préparé un coup d'Etat le 23 octobre dernier, risque de mettre en cause l'accord de paix signé récemment entre ses partisans et le pouvoir de N'Djaména.

La conférence nationale n'a donc changé aucun problème essentiel du pays. Les institutions qui en sont issues ne servent qu'à meubler le décor. Le premier ministre de la transition, Fidel Moungar, son gouvernement comme le Conseil Supérieur de Transition qui tient lieu d'Assemblée nationale n'ont aucun pouvoir. Au mois de septembre, lors de la crise qui l'a opposé au ministre des finances d'alors, le dictateur Déby s'en est pris directement à son premier ministre. Dans une allocution radio-télévisée, il l'a traité d'"incompétent" et a menacé de le "démissionner". Il a fallu que les notables et autres chefs religieux interviennent mais aussi que Fidel Moungar lui-même, qui se targue d'être "le premier ministre élu du Tchad", s'agenouille et s'excuse platement pour qu'il conserve son poste. C'est toujours Déby, son parti, le MPS, et son armée qui dirigent en maîtres.

La preuve est ainsi faite qu'il ne suffit pas d'avoir quelques intentions généreuses, une nouvelle constitution etc, pour "démocratiser" les chefs de guerre, les politiciens tchadiens et leurs bandes d'assassins habitués à voler,



piller, tuer, violer et s'enrichir sur le dos des populations pauvres. Aucune loi, aucune constitution ne peut rendre des criminels soucieux des préoccupations des gens. Les lois, les constitutions et même leur propre parole, les militaires, les chefs de gangs et autres chefaillons politiques tchadiens n'en ont cure ! Ils en connaissent la valeur : ce sont de simples papiers qu'ils froissent et piétinent quand il y va de leur intérêt, pour imposer leur dictature. Ils l'ont largement démontré par le passé. Mieux que quiconque, d'expérience et de tradition, ils savent que ce qui fait marcher les choses ce ne sont pas les idées et les intentions vaguement généreuses sur la démocratie et la forme de l'Etat mais le rapport de force qui, pour l'instant, est en leur faveur.

On ne change pas une situation comme celle du Tchad par des vœux pieux et moins encore par un simulacre de démocratie sous le contrôle des bandes armées. En revanche, la force organisée des masses pauvres peut imposer un véritable changement. Si les travailleurs tchadiens et l'ensemble des opprimés, les femmes, les jeunes, sont conscients que les choses ne changeront pour eux que s'ils se mobilisent et se battent pour leurs propres intérêts, s'ils

sont décidés à utiliser, pour leur propre compte, toutes les failles, alors, la période actuelle pourra offrir des possibilités supérieures. Mais encore faut-il que les travailleurs et l'ensemble des masses pauvres, à la pointe du

combat contre la dictature, aient leur propre organisation politique indépendante de celle de l'opposition dont les chefs politiques ne sont que des candidats à une future dictature.

## LA DEVALUATION DU FRANC CFA

### UNE DEGRADATION SUPPLEMENTAIRE DU NIVEAU DE VIE DES PAUVRES

Depuis quelques mois, il est question d'une prochaine dévaluation du franc CFA. Il s'agit, selon certaine rumeur, d'une dévaluation qui avoisinerait les 50% et qui serait effective vers la fin de cette année.

A l'heure actuelle, en dehors des milieux officiels, il est difficile de distinguer entre la rumeur et la réalité de ce que nous préparent les dirigeants de l'impérialisme français, les véritables maîtres du CFA. D'autant plus que si cette mesure de dévaluation était prise elle tomberait comme un couperet sans que la majorité de la population soit mise au courant. Seuls les bourgeois et quelques "initiés" seront mis au parfum pour qu'ils puissent spéculer sur cette dévaluation et en tirer profit.

Avant même que cette dévaluation ne soit effective les banques refusent déjà aux petits porteurs de convertir le franc CFA en francs Français, monnaie qui pourtant garantit le CFA. Certaines banques refusent de convertir les CFA de l'Afrique Centrale avec ceux de l'Afrique de l'Ouest alors que depuis toujours le change se faisait sans aucune restriction.

Les riches, les gros commerçants africains et tous les privilégiés des régimes cherchent déjà depuis plusieurs mois à se

débarrasser des francs CFA avant que la mesure de dévaluation ne tombe. Ce comportement est renforcé par la décision prise par les autorités françaises de rendre inconvertible le franc CFA par rapport aux monnaies des pays africains non membres de la "zone franc". C'est ainsi que par exemple, la Naïra, monnaie du Nigéria ne sera plus directement convertible en CFA sans passer par l'entremise du franc français.

#### Que signifiera une dévaluation du CFA pour les petites gens ?

Si le franc CFA perd du jour au lendemain 50% de sa valeur initiale cela se traduira de fait par une diminution de presque autant du pouvoir d'achat de la population, plus particulièrement pour les produits importés. Tous les produits coûteront plus cher alors que les salaires eux vont rester comme ils sont aujourd'hui.

Ainsi donc, pour l'ouvrier, pour le manoeuvre, pour le paysan, une dévaluation de 50% revient à travailler plus pour payer les produits de première nécessité, les impôts et autres taxes qui auront du coup doublé du fait de cette dévaluation.

Ce sera autant de privations en plus, des enfants qui seront encore plus mal nourris ou qui ne pourront plus aller à l'école ou que les parents auront encore plus de mal à

soigner.

Les bourgeois, les gros commerçants, les hauts fonctionnaires et tous les privilégiés qui ont des gros comptes en banques trouveront toujours les moyens de les transférer tout simplement dans les banques occidentales ou de convertir leur argent en devises fortes. Mais pas les petits et moyens salariés ainsi que les petits paysans qui ont des petits comptes. Ceux-là ont économisé durant des années pour mettre quelques sous de côté pour leurs vieux jours ou pour palier à des jours difficiles. Le lendemain de la dévaluation ils se retrouveront avec une petite économie qui aura perdu 50% de sa valeur.



Voilà ce que préparent les autorités françaises avec l'approbation des dirigeants locaux de la "zone franc". Même si certains de ces dirigeants comme ceux du Sénégal ou de la Côte d'Ivoire disent qu'il ne sont pas pour cette dévaluation, ils ne le font qu'hypocritement et du bout des lèvres. De toutes les façons ils ne sont que les exécutants des ordres donnés par Paris et par les banquiers internationaux. Et quand ils disent non, ce n'est pas parce qu'ils se soucient du sort des populations pauvres mais plutôt par peur des réactions de colère qui pourraient résulter d'une dégradation supplémentaire et brutale de leur niveau de vie déjà précaire. Le gouvernement d'Abdou

Diouf vient de connaître plusieurs grèves générales successives contre les mesures de diminution de salaires dans la fonction publique et dans le secteur privé, accompagnées de surcroît par une hausse des taxes. Si on ajoute à cela une dévaluation du CFA, la colère encore bouillante des salariés pourrait se transformer en révolte généralisée que le gouvernement aura du mal à juguler.

Tout comme les dirigeants du Sénégal, ceux de la Côte d'Ivoire aussi craignent une colère de la population laborieuse. C'est pour cela qu'ils font semblant d'être opposés à la dévaluation. Ils disent dès aujourd'hui qu'ils vont commencer une "campagne de sensibilisation" pour préparer la population aux divers "sacrifices" qu'ils voudraient imposer.

#### Une dévaluation inévitable?

Depuis la création de cette monnaie (héritage de l'époque coloniale), elle n'a été jamais dévaluée; les dirigeants français ont tout fait pour garder une parité fixe entre le franc CFA et le franc français. Alors pourquoi cette décision de limiter la convertibilité du CFA et probablement de la dévaluer?

Pour les autorités françaises, cette mesure est destinée à mettre un terme à la fuite des billets, parfois par valises entières, vers des pays voisins ne faisant pas partie de la "zone franc" comme le Nigéria et le Ghana considérés comme les principaux responsables de la fuite du CFA. Mais la réalité est tout autre.

La vraie raison est que l'économie française va de plus en plus mal; cette économie subit durement la concurrence des autres pays impérialistes, notamment des USA. Et cela jusque dans ses bastions africaines, la fameuse

"zone franc". En effet l'accession de ces pays africains à l'indépendance a ouvert cette "chasse gardée" aux autres puissances impérialistes.

L'économie des pays de cette "zone franc" ne se porte pas bien non plus; elle stagne, tandis que dans certains pays elle régresse même. La tendance générale est plutôt à la régression économique. La chute du cours des matières premières comme le café, le cacao, le caoutchouc, le coton... a creusé des déficits énormes dans les budgets des Etats producteurs qui appartiennent à la "zone franc". L'impérialisme français se voit obligé parfois de les combler.

Bien fini est le temps où certains pays africains producteurs dégageaient des excédents bénéfiques à la banque de France qui les utilisait pour soutenir son économie face aux autres puissances concurrentes. Bien révolu également le temps où la "zone franc" constituait une zone protégée pour les investisseurs français. Elf Aquitaine par exemple doit y faire face à la concurrence des raffineurs américains.

Selon les mécanismes purement financiers, la dévaluation du franc CFA est presque inévitable. D'autant plus que, en voulant toujours maintenir une parité fixe avec le franc français, le franc CFA est surévalué (de 20 à 60%) par rapport aux autres monnaies des pays africains n'appartenant pas à la "zone franc". Ce qui pousse à la spéculation sur le franc CFA, devenu une devise "forte". Comme en bourse, les actions se reportent massivement sur une monnaie dont la côte est élevée. L'an dernier, 253 milliards de francs CFA seraient sortis de la "zone franc".

On a déjà avancé deux scénarios possibles. Soit décider d'une dévaluation générale de 50% sur l'ensemble des pays de la "zone franc", soit dévaluer ces monnaies

avec un taux différent pour chaque pays de la "zone franc" en fonction de l'état de son économie; ce qui signifierait de fait la fin de la "zone franc".

Mais ce qui fait hésiter le gouvernement français, c'est l'opposition de sa propre bourgeoisie à la dévaluation. Les entreprises françaises comme Bolloré, Bouygues et les sociétés commerciales françaises, dont certaines très anciennes, telles que la SCOA (Société Commerciale de l'Afrique de l'Ouest), la CFAO (Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest), voient d'un mauvais oeil la dévaluation du franc CFA. Car, elles ne pourront plus, comme par le passé, transférer intérêts et capitaux sans aucune contrainte, à l'abri de toute fluctuation monétaire.

Mais il va falloir prendre une décision. Car la concurrence des autres puissances impérialistes, surtout américaines, se fait de plus en plus forte. L'impérialisme français, impérialisme de seconde zone qui n'a pas les moyens de sa politique, cède du terrain chaque jour. Dans ses bastions mêmes, la présence de l'impérialisme américain est omniprésente; le dollar concurrence fortement le franc CFA, et par ricochet le franc français.

Devant cette pression le gouvernement français doit faire un choix. Ou dévaluer le franc CFA, c'est-à-dire ôter la barrière protectionniste qu'est la "zone franc", zone qui ne protège en rien de la concurrence. Ou alors attendre qu'il soit éjecté de sa "zone franc" par un impérialisme plus fort que lui, l'impérialisme américain.

Face à cette future dégradation supplémentaire de leurs conditions de vie, que leur prépare l'impérialisme, les travailleurs et les pauvres, s'ils veulent améliorer leur sort ou du moins l'empêcher d'empirer, n'auront pas un autre choix que celui de la lutte.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.